



## Bilan Blanquer : "Il y a eu un problème de communication au cours de ce quinquennat"



Entretien

Propos recueillis par Hadrien Brachet

Publié le 28/02/2022 à 17:42

Réforme du lycée, dédoublement des classes de CP et CE1 en REP et REP +, scolarisation obligatoire à 3 ans, etc... Les réformes éducatives se sont succédé à vitesse grand V depuis l'arrivée rue de Grenelle de Jean-Michel Blanquer. Quitte, d'après le Sénat, à agir dans la « *précipitation* ».

Trois sénateurs de la commission culture du Palais du Luxembourg ont rendu le 23 février un rapport sur les mesures éducatives adoptées au cours du quinquennat . « *De nombreux objectifs n'ont pas été atteints* », s'inquiètent les parlementaires. Sur Public Sénat , Jean-Michel Blanquer a dénoncé un « *rapport très politique* ». *Marianne* en discute avec Annick Billon, sénatrice (UDI) de Vendée, qui a co-rédigé le rapport.

**Marianne : Quel bilan tirez-vous de la succession de réformes éducatives au cours de ce quinquennat ?**

**Annick Billon :** Il y a eu une volonté politique affichée par le ministre et le gouvernement, mais une mise en œuvre plus difficile et des moyens pas forcément à la hauteur des réformes engagées.

**Précisément, votre rapport déplore une « politique publique menée dans la précipitation, à la mise en œuvre mal accompagnée ». Par ailleurs, les 36 propositions que vous émettez relèvent plus d'ajustements que d'une réelle rupture avec les réformes de Jean-Michel Blanquer. Est-ce que cela signifie que vous êtes plus critique de la méthode employée que des réformes en elles-mêmes ?**

Il y a des réformes qui étaient nécessaires, mais un déficit de moyens pour les



appliquer. Prenons par exemple l'abaissement de l'âge d'instruction obligatoire à trois ans. C'était déjà une tendance majeure dans les établissements. Mais il aurait fallu que des moyens supplémentaires soient alloués à Mayotte et à la Guyane, où le taux de scolarisation en maternelle est significativement inférieur à la moyenne nationale. Il y a encore près de 2 800 enfants non scolarisés en maternelle en Guyane et 6 200 à Mayotte.

De même, pour les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH), il y a eu des choses de faites, dont la création dans chaque département de pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL) pour coordonner les ressources en faveur des élèves en situation de handicap. Le statut des AESH s'est amélioré mais leur rémunération n'est pas encore assez importante pour qu'il y ait suffisamment de candidats.

**À LIRE AUSSI : Fin du bac, mécontentement des profs... à l'Éducation nationale, Blanquer a-t-il échoué ?**

**Idem pour le dédoublement des classes de CP et CE1 : le rapport évoque des « résultats mitigés ». Vous écrivez que « le budget conséquent n'a pas permis une inversion franche des difficultés scolaires rencontrées par les élèves de REP et REP + ».**

Le gouvernement a fait le choix du dédoublement des classes en REP et REP +. Mais l'école reste profondément inégalitaire, avec toujours de forts écarts de performances entre les élèves de CP et CE1 en éducation prioritaire et les autres. Admettons néanmoins qu'on ne peut pas faire fi de la crise sanitaire qui a compliqué la mise en œuvre de la mesure.

**Le rapport parle aussi d'une réforme du lycée au « milieu du gué ». Que voulez-vous dire par là ?**

À la place des filières, les élèves doivent désormais choisir des spécialités. Or, toutes ne sont pas accessibles à l'ensemble des lycéens puisque tous les établissements ne proposent pas chaque spécialité. Ceci est facteur d'inégalités et génère des agendas intenable pour de nombreux lycéens. De plus, ces spécialités, en particulier les mathématiques, affectent l'orientation des élèves. Mais elles ont été mises en place sans que les enseignants aient connaissance des attendus des filières de l'enseignement supérieur. Ils n'ont pas non plus un volume d'heure sanctuarisé pour aider les élèves à s'orienter. Voilà pourquoi nous écrivons que cette réforme s'est arrêtée au milieu du guet.

**À LIRE AUSSI : "Nous avons perdu 1 élève sur 3" : les profs de maths s'inquiètent de la réforme du lycée de Blanquer**

**Vous vous inquiétez donc des inégalités entre établissements, mais dans le rapport vous vous positionnez clairement pour favoriser leur autonomie. Ceci ne risque-t-il pas justement de favoriser les disparités entre structures ?**

Compte tenu de la diversité des établissements et de leurs besoins, on ne peut pas leur imposer un même fonctionnement. Ce n'est pas contradictoire avec une réduction des inégalités : nous réclamons d'abord un renforcement de la formation initiale et continue des personnels de l'Éducation nationale. Les enseignants auront une plus grande liberté et ils auront de meilleurs outils pour prendre les bonnes décisions et orienter les élèves.

**Parmi les 36 propositions de votre rapport, mis à part l'accélération de la progression de carrière, on vous sent assez timides sur la revalorisation du salaire de base des enseignants, notamment en début de carrière...**

Ce rapport a été rédigé avec trois sénateurs : Max Brisson (LR), Marie-Pierre Monier



(PS) et moi-même. Nous avons essayé de trouver une ligne commune. À travers les 36 mesures que nous proposons, il y a des budgets à trouver pour les AESH, pour la formation initiale, pour la maternelle, pour les crédits horaires destinés à l'orientation... Mais nous n'avons pas l'ambition d'afficher un budget face à chaque mesure, cela doit se faire au niveau du projet de loi de finances. Pour la rémunération des enseignants, c'est un sujet qui mériterait tout un rapport. Il y a un déficit d'attractivité du métier. Si, comme le dit un candidat à la présidentielle pas encore candidat, l'éducation est la priorité, évidemment qu'il faut revaloriser dès le début de carrière la rémunération des enseignants.

« Compte tenu de la diversité des établissements on ne peut pas leur imposer un même fonctionnement. »

**Le rapport déplore une relation dégradée entre les personnels de l'Éducation nationale et leur ministre. La personnalité du ministre et sa communication expliquent-elles cette situation ? Jean-Michel Blanquer est-il le problème ?**

Nous n'oublions pas bien sûr qu'il y a la pandémie et une situation hors norme. On peut mettre au crédit du ministre d'avoir maintenu les écoles ouvertes, plus que dans d'autres pays européens. Mais il y a eu un problème de communication au cours de ce quinquennat. Pendant la crise sanitaire, nombre d'enseignants nous ont dit avoir reçu le dimanche soir des guides pour des rentrées le lundi. Ils apprenaient au JT ou dans la presse les annonces du ministre de l'Éducation nationale. En matière de reconnaissance des enseignants, comprenez qu'ils aient pu souffrir de cette manière de communiquer.

De façon générale, il y a eu des problèmes d'anticipation avec des mesures adoptées sans études d'impact. Lorsque l'on fait des réformes, il faut en connaître les conséquences. Si on avait fait une étude d'impact sur la réforme du bac, on aurait vu que supprimer les maths du tronc commun était une grave erreur. À la place, ce sont les élèves qui ont été les cobayes de cette réforme.

**Vous soutenez Valérie Pécresse. Le recentrage de Jean-Michel Blanquer sur les savoirs fondamentaux doit plutôt plaire à l'électorat de droite. Que Valérie Pécresse pourrait-elle vraiment faire de mieux ?**

La communication avec l'école et les enseignants et les moyens attribués pour mettre en place les réformes.

